

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 29 septembre au 6 octobre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance.....2

Le graphique de la semaine :2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

CONJONCTURE3

MARCHE DU TRAVAIL3

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE4

INVESTISSEMENT5

SANCTIONS.....5

Actualités financières6

REGLEMENTATION FINANCIERE6

MARCHES FINANCIERS6

Le chiffre de la semaine : la croissance

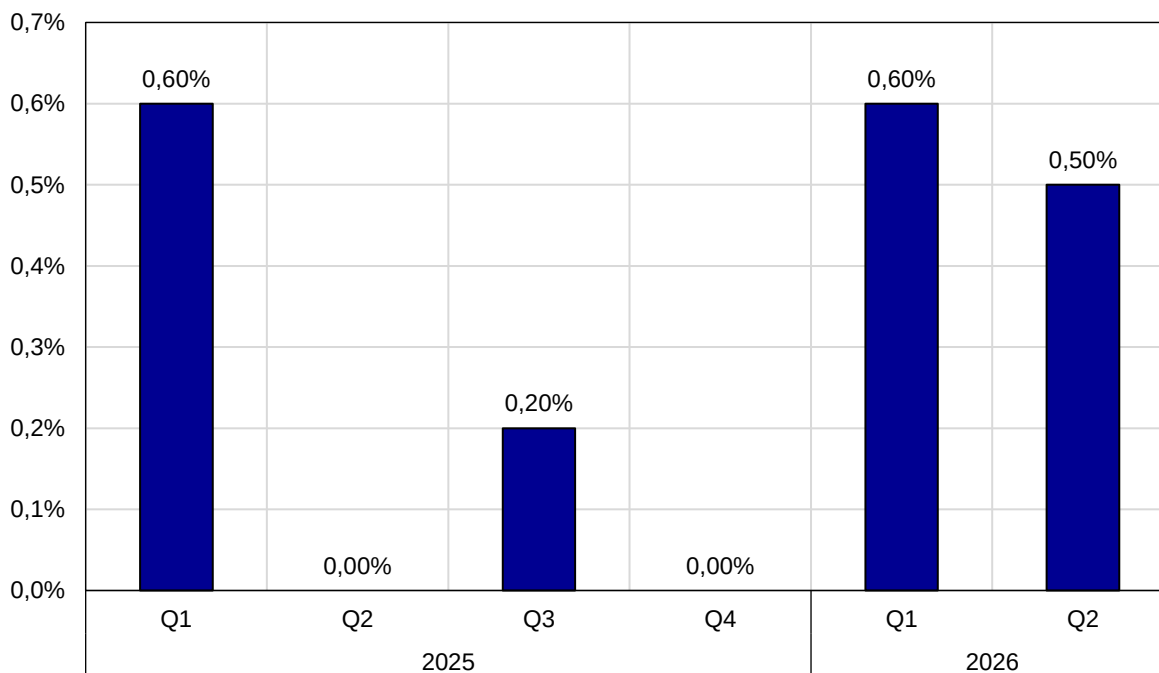
L'ONS a révisé à la hausse de 0,1 point la croissance du PIB britannique au deuxième trimestre 2026, à +0,5 %, après +0,6 % au premier trimestre. Cette révision tient principalement au dynamisme des services, dont la croissance a été relevée à +0,6 % (+0,5 % dans la première estimation), avec une progression dans 9 des 14 sous-secteurs. Les principales contributions proviennent des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,3 %) et de l'information et de la communication (+2,5 %). La construction progresse également de +0,8 %, portée notamment par les nouveaux travaux (+0,9 %). À l'inverse, l'industrie s'est contractée de 0,1 % (après 0,0 % lors de la première estimation), sous l'effet notamment du recul des activités liées à l'eau et à la gestion des déchets (−4,5 %) et de la production et distribution de gaz et d'électricité (−0,8 %). Cette révision à la hausse reste toutefois modeste et reflète principalement l'intégration de nouvelles données, sans signal d'une accélération généralisée de l'activité. Pour l'ensemble de 2025, la croissance du PIB est par ailleurs désormais estimée à +1,2 %, soit 0,1 point de moins que dans l'estimation précédente.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,5 %

Le graphique de la semaine :

Croissance du PIB du Royaume-Uni, du 1er trimestre 2025 (janvier-mars) au 2e trimestre 2026 (avril-juin)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernières données : septembre 2026.

En bref

- Depuis le 29 septembre, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3209 \$ (-0,2 %). En revanche, la livre sterling s'est nettement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1793 € (+1,1 %).
- Les rendements des *gilts* poursuivent leur hausse, dans le sillage de la tendance observée sur les marchés obligataires mondiaux, mais à un rythme moindre que la semaine dernière. Au 5 octobre, le rendement du *gilt* à 10 ans s'établit à 5,42 % (+1,4 pnb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans augmente à 5,96 % (+3,2 pnb).
- La Financial Conduct Authority (FCA) [publie](#) une consultation pour aider les entreprises à se préparer au nouveau régime de reporting des transactions (voir [Brèves n°30](#)).

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

À l'occasion du congrès du Labour, le Chancelier John Healey a présenté un agenda centré sur la croissance, la réindustrialisation, l'investissement, les compétences et l'emploi, qu'il a qualifié de « nouvel âge de l'industrialisation ». Il a défendu un rôle accru de l'État dans le soutien à l'industrie britannique. La discipline budgétaire reste toutefois une priorité : John Healey a indiqué que son « premier devoir » était de respecter les règles budgétaires et d'assurer l'équilibre des comptes, avec une marge de sécurité face aux incertitudes, sans en préciser le montant. Il a également insisté sur la nécessité de maîtriser la hausse des dépenses de prestations sociales, qu'il a décrites comme un « pont vers l'emploi » pour les personnes en capacité de travailler. Parmi les principales annonces, 6 Md£ de contrats seront attribués aux chantiers navals britanniques, notamment la construction de trois nouveaux docks flottants pour la base de sous-marins de Faslane en Écosse et la construction d'un nouveau navire de recherche. Le gouvernement consacrera également 100 M£ à la création d'un *Local Apprenticeships Service* à partir du printemps 2027, afin de rapprocher les jeunes des offres d'apprentissage, ainsi que 15 M£ pour rétablir le *Union Learning Fund*, supprimé par les conservateurs, notamment pour former les travailleurs à l'IA. John Healey a également annoncé vouloir utiliser davantage la commande publique pour favoriser les entreprises britanniques, l'emploi et l'innovation : « Nous utiliserons le pouvoir des marchés publics pour diriger davantage d'argent des contribuables britanniques vers les entreprises britanniques, les emplois britanniques et l'innovation britannique ».

Marché du travail

À l'occasion du congrès du Labour, le Premier ministre Andy Burnham a annoncé que le gouvernement entend réformer le *triple lock* des retraites à partir d'avril 2030. Le dispositif conserverait l'indexation sur l'inflation et le plancher de 2,5 %, mais remplacerait le critère de croissance des salaires par un nouvel indicateur fondé sur l'évolution cumulée des salaires depuis l'introduction du dispositif. Cette réforme

permettrait de contribuer au financement d'un futur *National Care Service*, qui garantirait un accès gratuit aux soins pour les personnes âgées. Selon l'*Institute for Fiscal Studies (IFS)*, la réforme supprimerait le principal défaut du système actuel, à savoir un effet de « cliquet » qui peut conduire à une hausse durablement plus rapide des pensions. Le think tank souligne toutefois que le plancher de 2,5 % pourrait encore entraîner, certaines années, des dépenses de retraite sensiblement supérieures à celles qui auraient résulté d'un système sans ce plancher. Les économies seraient par ailleurs limitées dans les premières années, mais deviendraient significatives à long terme en empêchant la pension publique de devenir progressivement plus généreuse par rapport aux revenus d'activité. La *Resolution Foundation* estime également que le *triple lock* est coûteux et mal conçu et considère que le redéploiement des économies vers les soins sociaux bénéficierait particulièrement aux retraités les plus vulnérables.

L'ONS estime que l'inactivité économique au Royaume-Uni après la pandémie a été nettement surestimée. Une nouvelle [analyse](#), croisant les données de la *Labour Force Survey* avec les données fiscales, montre qu'entre 2022 et 2024, le taux d'emploi était en moyenne supérieur de 0,42 point par trimestre aux estimations officielles, soit environ 174 000 personnes supplémentaires en emploi. L'écart s'explique principalement par une sous-estimation de l'emploi des travailleurs âgés : fin 2022, le taux d'inactivité des 50-64 ans aurait ainsi été de 25,9 %, contre 27,4 % selon les données officielles. À l'inverse, l'emploi aurait été davantage affecté qu'estimé au plus fort de la crise sanitaire, avec environ 230 000 emplois de moins par trimestre entre mi-2020 et fin 2021. Ces résultats remettent ainsi en cause l'idée d'une hausse exceptionnellenent forte de l'inactivité au Royaume-Uni après la pandémie, notamment chez les seniors.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le gouvernement britannique [réexamine](#) la possibilité d'imposer des droits de douane sur les véhicules électriques en provenance de Chine. Selon la presse, le Royaume-Uni espèrerait, grâce à ces mesures, être inclus dans le futur dispositif européen « *Industrial Accelerator Act* », destiné à protéger les secteurs industriels stratégiques, notamment l'automobile. L'UE considèrerait pour sa part que le Royaume-Uni devrait instaurer des tarifs comparables à ceux mis en place au niveau européen depuis octobre 2024, qui peuvent atteindre 45 % sur certains véhicules chinois. Une telle mesure marquerait toutefois une inflexion de la politique britannique actuelle, qui privilégie les relations commerciales avec la Chine et applique un droit de seulement 10 % aux importations de véhicules électriques chinois. Le gouvernement britannique s'inquiéterait également du risque de représailles chinoises, ainsi que de l'impact potentiel sur les constructeurs britanniques fortement dépendants du marché chinois (Jaguar Land Rover notamment). L'instauration de nouveaux droits nécessiterait en outre une procédure auprès de l'Organisation mondiale du commerce, qui pourrait prendre plus d'un an.

Le Royaume-Uni et Taïwan ont tenu le 2 octobre les [28^{èmes} UK-Taiwan Trade Talks](#), à l'occasion desquelles les deux parties ont annoncé un approfondissement de leur

coopération dans les domaines du commerce, des technologies et de l'investissement.

Les deux parties ont notamment lancé un nouvel Accord-cadre sur la science, l'innovation et la technologie, destiné à renforcer la coopération en matière de semi-conducteurs, spatial, télécommunications, technologies liées au net zéro et normes pour l'intelligence artificielle. Les discussions ont également porté sur le commerce numérique, les énergies propres et la résilience des chaînes d'approvisionnement, dans le prolongement du Partenariat commercial renforcé conclu en 2023. En parallèle, *UK Export Finance* (UKEF) et Taiwan EximBank ont signé un protocole d'accord visant à faciliter leur coopération en matière de financement des exportations. Le Royaume-Uni cherche ainsi à approfondir ses liens économiques et technologiques avec Taïwan, qui représentait en 2025 son sixième partenaire commercial en Asie-Pacifique, avec un commerce bilatéral de 8,9 Md £.

Investissement

Le Royaume-Uni et les Philippines ont finalisé le 23 septembre un [Partenariat government-to-government \(G2G\)](#) consacré aux infrastructures, destiné à renforcer leur coopération commerciale et à faciliter le financement de projets prioritaires aux Philippines. L'accord ouvre notamment la possibilité pour les projets publics philippins éligibles de bénéficier de jusqu'à 5 Md£ de capacité de financement de *UK Export Finance* (UKEF). La coopération couvrira notamment les transports, les énergies propres, la santé, l'eau, les infrastructures numériques et les technologies avancées avec l'objectif de soutenir le développement de projets, leur financement et leur réalisation.

Sanctions

Le gouvernement britannique a annoncé le 1er octobre un nouveau paquet de 31 [sanctions](#) visant la Russie. Les mesures ciblent notamment huit navires liés à la « flotte fantôme » russe et au transport ou au ravitaillement de bâtiments utilisés pour contourner les sanctions, ainsi que des acteurs du secteur énergétique. Elles visent également 23 personnes et entités, dont des responsables accusés de détentions arbitraires et de torture de civils dans les territoires ukrainiens occupés, des personnes impliquées dans l'endoctrinement et la militarisation d'enfants ukrainiens transférés en Russie, ainsi que des acteurs participant à des campagnes de propagande et de désinformation pro-Kremlin. Les personnes désignées font notamment l'objet de gels d'avoirs et d'interdictions de voyage au Royaume-Uni, tandis que les sanctions maritimes et commerciales cherchent à limiter les revenus permettant à la Russie de financer son effort de guerre.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [publie](#) ses règles finales pour le reporting de durabilité des émetteurs cotés, en remplaçant l'obligation de reporting climatique par un régime « **comply or explain** ». La FCA remplace ainsi ses règles climatiques alignées sur la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) par une référence aux UK Sustainability Reporting Standards (UK SRS), version britannique des normes de l'ISSB. Lors de la consultation, plusieurs acteurs de l'industrie ont souligné leurs craintes face à un éventuel désavantage comparatif pour les émetteurs britanniques et à une charge disproportionnée pour les petites entreprises, au regard d'un impact modeste à l'échelle mondiale. Les nouvelles règles s'appliqueront aux exercices comptables ouverts à compter du 1er janvier 2027, avec un premier reporting en 2028, et prévoient des périodes de transition d'un an pour les émissions Scope 3 et de deux ans pour les disclosures plus larges.

Marchés financiers

La Banque d'Angleterre (BoE) [alerte](#) sur un risque de correction plus sévère que celle survenue durant l'été du fait de l'augmentation du financement par la dette des infrastructures de l'intelligence artificielle. Le comité de politique financière de la BoE souligne que cette tendance amplifie les interconnections du secteur avec les marchés de capitaux. La BoE indique que les émissions de dette liées à l'écosystème de l'IA (450 Md\$ depuis le 1er janvier) vont probablement être plus importantes que les émissions souveraines du Royaume-Uni sur l'année. Le comité de politique financière indique aussi que les développements rapides des modèles d'IA augmentent les risques cyber et ceux posés à la résilience opérationnelle des acteurs financiers. Enfin, malgré la hausse des rendements souverains dans le monde, la BoE estime que le système financier se montre résilient.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr